

## L'UE fustige le processus de révision constitutionnel au Burundi

RFI, 09-05-2018 L'Union européenne ne cache pas sa désapprobation du processus de révision constitutionnelle en cours au Burundi. Un référendum doit se tenir dans dix jours pour permettre au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

La cheffe de la diplomatie européenne a sorti mardi 8 mai une déclaration dans laquelle sont fustigées les conditions dans lesquelles se déroulent aujourd'hui ce processus. L'UE tape du poing sur la table en tant que garant de l'accord de paix d'Arusha, qui a ouvert la voie à la fin d'une décennie de guerre civile au tournant du 21<sup>e</sup> siècle. RFI a lu cette déclaration. La cheffe de la diplomatie européenne n'y est pas allée par quatre chemins. Elle dénonce d'emblée un processus qui « a lieu dans un climat persistant d'intimidation et de répression », en pointant du doigt « la persistance d'exécutions extrajudiciaires et d'arrestations arbitraires » dans ce pays. Le dialogue interburundais de sortie de crise butte depuis trois ans sur le refus du gouvernement de négocier avec son opposition en exil. Federica Mogherini regrette que ce processus soit « marqué par l'absence d'une approche consensuelle », il va à « contre-courant » selon elle « des efforts de médiation » de la Communauté des Etats d'Afrique de l'est et de l'Union africaine. Autre sujet de préoccupation pour l'Union européenne, le fait que le projet de Constitution révisé n'avait pas encore été rendu public comme l'exigeaient société civile et opposition. Il est finalement apparu hier sur le site officiel de la Commission électorale. Enfin, les analystes considèrent que cette révision de la Constitution devrait enterrer définitivement l'accord de paix signé en 2000 à Arusha. Federica Mogherini rappelle que l'UE en est l'un des garants. Elle appelle donc « les autorités burundaises à respecter l'esprit et la lettre » d'un texte qui a permis notamment à l'ex-rébellion aujourd'hui aux affaires d'accéder au pouvoir pacifiquement. Mais les chances sont minces pour qu'elle soit entendue par un régime que ses détracteurs qualifient de jusqu'au-boutiste. Même la suspension de l'aide budgétaire par l'UE pour ce pays parmi les plus pauvres du monde il y a deux ans, n'y a rien fait.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});